

PARLONS POLITIQUE !

Oui, nous pouvons parler politique dans une publication syndicale : en effet, évoquer le **pouvoir d'achat, le montant des pensions, le prix des produits alimentaires ou le logement social, c'est faire de la politique. S'indigner de la vente d'armes à des gouvernements qui maintiennent les femmes en sujétion, de la participation de nos armées à des opérations à visée néo-colonialiste, c'est faire de la politique.**

DES PRIMAIRES, POUR QUOI FAIRE ?

Actuellement, pas une semaine sans qu'un nouveau candidat à une primaire, auto-désigné, ne se manifeste. Que ce soit à droite ou à « gauche », on ne pense qu'aux primaires pour choisir son candidat, que l'on espère idéal. Est-ce un processus démocratique ?

N'y a-t-il pas plutôt conditionnement des électeurs, pour les orienter vers l'Homme providentiel. Homme providentiel qui, une fois élu, fera la politique qu'il voudra. L'expérience que nous vivons aujourd'hui avec le président Hollande en est la triste réalité : élu sur un programme à connotation de gauche, il s'est vite empressé de trahir les engagements qui lui ont rapporté les voix nécessaires à son élection, pour mettre en place une politique de droite de plus en plus à l'écoute des diktats du patronat.

Le recours aux primaires, tel qu'il est envisagé aujourd'hui, ressemble fort à un casting, sans assise démocratique ni intervention des citoyens lors de débats. C'est-à-dire que l'on prend le problème complètement à l'envers.

Les primaires, telles que proposées aujourd'hui, ne sont qu'une fumisterie, et même une arnaque : c'est se moquer des électeurs, parce qu'elles ne servent qu'à satisfaire les ambitions personnelles de quelques individus en quête de pouvoir et de notoriété.

Que proposent en effet tous ces candidats déjà sur la ligne de départ ? Pas grand-chose de concret et surtout aucune remise en cause des attaques contre le Code du Travail, les retraites, la Sécurité Sociale, contre la disparition programmée des services publics, la culpabilisation des chômeurs. Ils n'exigent aucune contrepartie aux milliards octroyés au grand patronat pour réduire le chômage mais qui lui ont, en fait, servi à gâter les actionnaires au détriment de l'emploi et de l'investissement industriel.

La logique mais surtout l'efficacité voudraient que soit d'abord défini, débattu démocratiquement, par l'ensemble des citoyens de même sensibilité, un

programme politique répondant à leurs aspirations. Ce n'est que dans un deuxième temps que pourrait être décidé quel homme ou quelle femme serait à même de porter ce programme, de l'impulser et de le défendre.

Et si le président ou la présidente ainsi élu trahissait à nouveau ses électeurs ?

NOS CAMARADES DE LA COMMUNE DE PARIS, EN 1871, AVAIENT SAGEMENT INSCRIT DANS LEUR FONCTIONNEMENT LA RÉVOCATION DES ÉLUS SI CEUX-CI NE RESPECTAIENT PAS LE MANDAT QUI LEUR AVAIT ÉTÉ CONFÉ.

NOTRE PEUPLE A TROP LONGTEMPS ÉTÉ TROMPÉ PAR DES POLITICIENS PROFESSIONNELS ISSUS DES MÊMES CERCLES : IL EST GRAND TEMPS DE REPRENDRE LE POUVOIR !



Sommaire

1. **L'édito**
2. **L'action**
3. **L'information**
4. **L'orga, le Point. La vie des sections.**

ACTION DES RETRAITÉS LE 10 MARS 2016



LA PRÉSENCE IMPORTANTE DES RETRAITÉS DANS LES CORTÈGES DU 9 A SANS DOUTE EU DES CONSÉQUENCES SUR LEUR MOBILISATION LE 10, POURTANT PRÉVUE DE LONGUE DATE : CERTAINS CAMARADES AURONT PRÉFÉRÉ SE RETROUVER AVEC LES JEUNES ET LES ACTIFS, DANS UNE AMBIANCE INTERGÉNÉRATIONNELLE. NÉANMOINS, LES BANDEROLES ET SLOGANS LARGEMENT DÉPLOYÉS CE 10 MARS ONT MONTRÉ AU GOUVERNEMENT QUE LES RETRAITÉS NON PLUS NE LÂCHENT RIEN ! A PARIS, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT, PHILIPPE MARTINEZ, ÉTAIT EN TÊTE DU CORTÈGE.



MICHELIN : DES MILLIONS D'AIDES PUBLIQUES POUR.... DES MILLIERS DE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS ! Restructurations, fermetures d'activités, PSE à répétition, avec pour conséquence la destruction d'emplois directs et induits alors que Michelin a perçu des millions d'aides publiques, sans aucune contrepartie ni engagement. Seuls les actionnaires sont bien traités...

AIR LIQUIDE CONDAMNÉ par les Prud'hommes de Paris à verser 740 000 euros au collectif de salariés actifs et retraités exposés à l'amiante. L'entreprise doit indemniser les salariés, actifs ou retraités, rendus malades du fait de leurs activités au sein du groupe Air Liquide, « pour manquement à ses obligations de sécurité et de résultat ».

MICHELIN CONDAMNÉ pour préjudice d'anxiété lié à l'amiante. Le tribunal des Prudhommes de Bourges a reconnu la faute inexcusable de Michelin pour exposition, liée au travail de maintenance, d'un camarade et pour exposition en atelier préparatoire de trois autres camarades

ET DES LUTTES...

- CHEZ SANOFI MAISONS-ALFORT contre de nouvelles fiches de postes impliquant charge de travail augmentée et responsabilités supplémentaires, sans aucune contrepartie,
- CHEZ ISOCHEM PONT-DE-CLAIX, dont la fermeture est programmée pour le 1^{er} mai,
- CHEZ TORAY LACO, contre les restructurations impactant l'emploi et les conditions de travail,
- CHEZ GAMBRO INDUSTRIES MEYZIEU, pour le maintien des RTT et les salaires.

CES LUTTES NE SONT PAS MÉDIATISÉES MAIS ELLES MONTRENT QUE LES SALARIÉS, AVEC LEURS SYNDICATS CGT, NE SONT PAS LES MOUTONS QUE LE COUPLE PATRONAT-GOUVERNEMENT SOUHAITERAIT !

RETRAIT DE LA LOI EL KHOMRI : UNE PREMIÈRE MARCHÉ EST FRANCHIE ! Même si la plupart des médias et les ministres interrogés minimisent la mobilisation du 9 mars, celle-ci a rassemblé près de 500 000 salariés, étudiants, lycéens, retraités, dans les divers cortèges sur toute la France. Cette convergence ne s'était pas vue depuis des années ! Elle s'ajoute aux 1 240 000 signatures recueillies par internet et au large soutien de la population, majoritairement opposée au projet de loi.



Les organisations de jeunes ont décidé de faire du 17 mars le prochain rendez-vous de mobilisation. LA FÉDÉRATION APPELLE SES SYNDICATS À FAIRE CONVERGER LEURS ACTIONS AVEC LES JEUNES, À S'INSCRIRE DANS TOUTES LES INITIATIVES D'ACTION, JUSQU'AU 31 MARS, GRANDE JOURNÉE NATIONALE DE GRÈVE DANS NOS INDUSTRIES. Nous, aujourd'hui retraités, qui avons massivement, il y a 10 ans, soutenu les jeunes dans leurs mobilisations contre le CPE de Villepin, nous serons encore avec eux dans le grand mouvement social qui vient de débiter.



11^{ÈME} CONFÉRENCE DE L'UFR

TOUS LES SYNDICATS ONT REÇU LE COURRIER FÉDÉRAL N° 557 QUI PRÉSENTE LA CONFÉRENCE, LE DOCUMENT D'ORIENTATION, L'ORGANISATION DES DÉBATS, LES MODALITÉS D'INSCRIPTION ET DE PARTICIPATION.

IL EST IMPORTANT, FACE AUX COUPS DE PLUS EN PLUS BRUTAUX PORTÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR SATISFAIRE LES EXIGENCES TOUJOURS PLUS FORTES DU MEDEF, QUE NOUS SOYONS NOMBREUX À DÉBATTRE DE LA SITUATION QUI NOUS EST FAITE ET DE LA FAÇON D'Y RÉPONDRE. LES ACTIFS SONT VIVEMENT INVITÉS À SE JOINDRE À NOUS, RETRAITÉS, EN PARTICULIER CEUX QUI APPROCHENT DE L'ÂGE DE LA RETRAITE : NOUS VIVONS CE QU'ILS CONNAÎTRONT... SI, TOUS ENSEMBLE, NOUS NE FAISONS PAS EN SORTE D'INFLÉCHIR LA POLITIQUE ACTUELLE.

RAPPEL : NOUS SAVONS QUE CERTAINES SECTIONS DE RETRAITÉS NE DISPOSENT QUE DE PEU DE MOYENS FINANCIERS. CECI NE DOIT PAS ÊTRE UN FREIN À LA VENUE DE DÉLÉGUÉS À LA CONFÉRENCE : LA SOLIDARITÉ, QUI N'EST PAS UN VAIN MOT DANS NOTRE CGT, EST LÀ POUR SUPPLÉER AUX DIFFICULTÉS MATÉRIELLES. N'HÉSITEZ PAS À CONTACTER L'UFR (01 55 82 68 82).

◆ BILAN DÉMOGRAPHIQUE 2015 : BAISSÉ DE L'ESPÉRANCE DE VIE

Dans une publication de janvier 2016, l'INSEE note que le nombre de décès est au plus haut depuis l'après-guerre : il a augmenté fortement en 2015 par rapport à 2014. Sous l'effet du surcroît de mortalité des plus de 65 ans, l'espérance de vie à la naissance diminue nettement, à la fois pour les femmes (- 0,4 an) et pour les hommes (- 0,3 an). Elle s'établit à 85 ans pour les femmes et 78,9 ans pour les hommes. A noter qu'au premier janvier 2016, 18,8 % de la population a 65 ans et plus.

Déjà, en 2009, lors de la 9^{ème} conférence de l'UFR à l'Île-de-Ré, plusieurs camarades avaient exprimé leur inquiétude quant à l'espérance de vie à la retraite, en raison de la baisse sensible du montant des pensions, qui conduit nombre de retraités à devoir choisir entre se soigner et se nourrir, voire à renoncer à se chauffer correctement, faute de moyens suffisants.

N'OUBLIONS PAS....

LE 8 FÉVRIER 1962, CHARONNE. LA MANIFESTATION, DÉCIDÉE EN RÉACTION AUX ATTENTATS COMMIS PAR L'OAS, COMMENÇAIT À SE DISSIPER QUAND LES POLICIERS, SUIVANT LES INSTRUCTIONS DE LA PRÉFECTURE, « DISPERSEZ ÉNERGIQUEMENT » CHARGENT ET S'ACHARNENT SUR LES PERSONNES QUI SE SONT RÉFUGIÉES DANS LA BOUCHE DE MÉTRO. ELLES LANCENT SUR ELLES DE LOURDES GRILLES D'ARBRE ET D'AÉRATION DU MÉTRO. ON RECENSERA DES DIZAINES DE BLESSÉS ET DES MORTS.

DES 9 MORTS, 8 SONT MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE ET TOUS SONT ADHÉRENTS DE LA CGT. LE PLUS JEUNE AVAIT 16 ANS.

◆ AMIANTE : ÉCHEC AUX DÉROGATIONS ABUSIVES POUR LES JEUNES DE MOINS DE 18 ANS.

LE CONSEIL D'ÉTAT A RETOQUÉ LE DÉCRET DU 11 OCTOBRE 2013 qui autorisait des patrons à faire travailler par dérogation de jeunes de 15 à 18 ans avec des niveaux d'empoussièremment pouvant aller jusqu'à 6 000 fibres d'amiante par litre d'air.

POUR L'ANDEVA, qui est à l'origine du recours contre ce décret, cet arrêt est un rappel salutaire au gouvernement sur ses obligations de prévention.

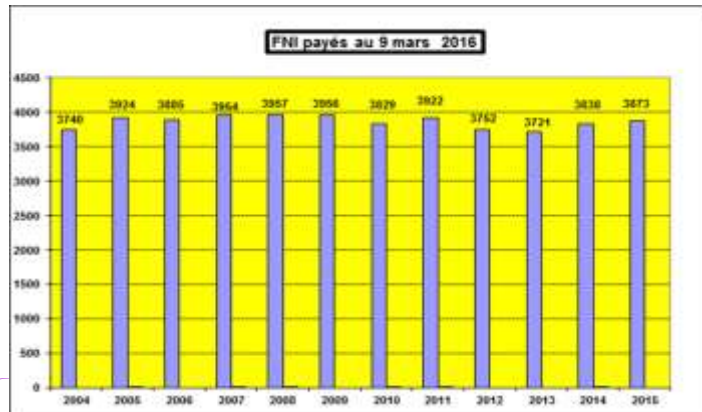
L'AGENDA

- 7 AVRIL : Conseil national de l'UFR.
- 18 AU 22 AVRIL : 51^{ème} congrès confédéral à Marseille.
- 1^{ER} ET 2 JUIN : 11^e conférence de l'UFR à Balaruc.

l'Orga - le point



EXTRÊME SATISFACTION À CONSTATER QUE, POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE, LE NOMBRE DE FNI 2015, DONC DE SYNDIQUÉS RETRAITÉS FNIC, EST SUPÉRIEUR À CELUI DE 2014.



La vie des sections

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

LE SYNDICAT RETRAITÉ DUNLOP a tenu son Assemblée générale le 21 janvier 2016. Quarante syndiqués étaient présents, ainsi que des représentants de l'UFR Chimie, de l'USR, de l'UL et de l'UD, et le secrétaire général des actifs. Après une brève présentation de la situation nationale, les interventions ont été riches, appuyant fortement sur l'ensemble des lois antisociales mises en place par le gouvernement. Les débats ont aussi souligné le manque crucial d'actions nationales, organisées pour l'ensemble des salariés, retraités, chômeurs, de notre pays.

Une motion a été votée pour s'insurger contre la condamnation de nos camarades de Goodyear Amiens, elle sera remise au député le 4 février. Notre syndicat compte trois nouveaux syndiqués. Après les différents votes habituels, nous avons partagé le repas de l'amitié avant de nous quitter.

L'AG DES RETRAITÉS CGT MICHELIN a eu lieu le 11 février et a réuni 40 retraité-e-s. Elle a débuté par la remise des timbres avec la poursuite de l'effort sur le prélèvement automatique et s'est terminée par un repas convivial. Le rapport d'ouverture a tracé les grandes lignes de l'année écoulée, pire que 2014, attentats, exactions, guerres. Et aussi fermetures d'entreprises, chômage, sanctions contre les syndiqués qui luttent pour sauver leur emploi. Au nom de la lutte contre le terrorisme, l'État instaure l'état d'urgence, atteinte à la liberté de chacun, à la République. Tous les cadeaux faits au patronat n'ont pas servi l'emploi mais les dividendes et l'évasion fiscale ! L'année 2015 a été pour Michelin la meilleure de tout temps quant à ses profits et bénéfices.

Le débat a mis l'accent sur les difficultés à agir et manifester ensemble, des reproches sont venus sur l'attentisme de la Confédération, sur le « syndicalisme rassemblé » qui entraîne la CGT à

abandonner la lutte des classes, particulièrement revitalisée par le MEDEF.

Pour la section, il a été insisté sur la nécessité d'être plus présents dans et devant les usines, sur les marchés et lieux de vie pour faire connaître les positions de la CGT.

Cette année vont se tenir la conférence de l'UFR, le congrès de l'USR, et le congrès confédéral qui, de l'avis des syndiqués retraités Michelin, doit tout faire pour arrêter le « massacre » des acquis et faire de la syndicalisation un enjeu, incontournable de l'action.

LE 29 JANVIER SE TENAIT L'AG DU SYNDICAT DES RETRAITÉS SANOFI-AVENTIS VITRY, avec une trentaine d'adhérents présents ainsi que deux camarades de l'USR 94. L'UFR n'avait pu être représentée que par une déclaration écrite, lue en séance. Pas de syndiqués actifs.

Le rapport d'introduction a fait le point de l'année 2015, régressions sociales, attaques frontales contre le code du travail, les conventions collectives, la Sécurité sociale, les retraites..... Le gouvernement affaiblit les prérogatives des instances du personnel : condamnation de militants syndicaux. Besoin dans notre organisation de plus de solidarité envers nos militants. 2016 sera une année exigeante dans un contexte marqué par la présence de l'extrême droite, par des guerres et des conflits religieux. En 2016 sera fêté le Front populaire (80 ans) et un rappel des mobilisations contre le fascisme et des revendications portées haut qui ont dû être satisfaites.

La discussion a été riche, beaucoup d'interventions.

La question du montant de la cotisation (1 %) a été abordée ainsi que l'érosion des effectifs, à contrebalancer.